

LE BRÉSIL.

(Du Monde Economique.)

Je ne sais quelles sont les informations que vous pouvez avoir à Paris sur ce qui se passe ici, mais bien que le maréchal Floriano Peixoto, qui a mis l'embargo sur le télégraphe, ne laissera passer que ce qui lui conviendra, je suppose que les renseignements de Buenos-Ayres (six jours de navigation de Rio), ou de New-York (dix-huit jours de navigation), ne doivent pas chômer et que vous devez vous représenter ce pays comme à feu et à sang. Il est évident qu'il se passe ici des choses fort désagréables, et qu'à moins que les boulets de l'amiral Custodio de Mello ne soient en coton, et ceux des forts de la baie de Rio en bourre de soie, il y a des dégâts de parts et d'autre, dégâts matériels, ce qui est secondaire, mort d'hommes ce qui est toujours grave dans un pays où le sang est chauffé et l'esprit de vengeance développé, mais il convient de ne rien exagérer, de ne rien dramatiser, et de voir les choses telles qu'elles sont.

L'amiral Custodio de Mello, chef de la flotte, s'est insurgé contre le vice-président de la République, maréchal Floriano Peixoto et cherche à le renverser. Il est possible que, lorsque vous recevrez cette lettre, la question soit tranchée dans un sens ou dans l'autre sans que cela modifie beaucoup la situation générale du pays qui est loin d'être aussi mauvaise qu'elle doit vous le paraître à travers les nuages de fumée de la flotte qui lance des boulets sur Rio de Janeiro.

Pour bien se rendre compte de cette situation, il n'est peut être pas inutile d'entrer dans quelques détails sur l'organisation actuelle du Brésil. D'après la constitution en vigueur, le Brésil est une confédération de vingt Etats, vivant chacun de sa vie propre, ayant son président d'Etat, son Sénat, sa Chambre des députés votant le budget, ses ministres. Ces divers Etats ont, vis-à-vis du gouvernement central, certaines obligations, certains liens dont le plus fort est, sans contredit, la solidarité dans la dette, dans les emprunts extérieurs.

L'ingérence du gouvernement central dans les affaires de chaque Etat est réglée par la constitution et elle ne doit se faire que dans des cas de gravité extrême. Les constitutions des divers Etats diffèrent, d'ailleurs, l'une de l'autre et de la constitution fédérale.

Voici donc un pays grand comme l'Europe, il est toujours bon de le répéter, avec vingt gouvernements différents, vingt présidents d'Etat, vingt Sénats, vingt Chambres des députés, le tout rattaché par des liens assez lâches au gouvernement central dont le siège est à Rio-de-Janeiro. Le territoire exclusivement attribué au gouvernement central est, d'ailleurs, la ville de Rio-de-Janeiro et sa banlieue, à peu près le département de la Seine. L'état de Rio-de-Janeiro, qui enveloppe la capitale fédérale, est un Etat distinct avec sa capitale qui est Neetheroy, que l'amiral Custodio de Mello a bombardé dernièrement dans l'espoir d'y opérer un débarquement et d'y provoquer un soulèvement contre le gouvernement fédéral.

Les forces du Brésil se composent de l'armée de terre, de l'armée de mer, de la police, enfin de la garde nationale. L'armée et la marine doivent obéir au président de la République, je dis doivent, car, sous les deux premiers chefs du gouvernement républicain, Deodoro Fonseca et Floriano Peixoto, la marine n'a pas fait preuve d'une obéissance excessive, ayant renversé le premier, et étant occupée à l'heure actuelle, à essayer du même procédé à l'égard du second.

Les présidents d'Etat ont, à leur disposition, les troupes de police spéciale à chaque Etat, réparties, un peu partout, sur le territoire de chaque région.

Quant à la garde nationale, bien que d'origine ancienne, elle est d'organisation récente, et elle est loin d'être partout, équipée et armée. La garde nationale est fédérale, c'est-à-dire que ses chefs obéissent, directement, au président de la République.

Toutefois, il est peu probable, dans un pays où la décentralisation gagne, chaque jour, du terrain, que le pouvoir central puisse compter, comme force fédérale, la garde nationale, qui, par sa constitution sur place, son organisation locale, est bien une force *estadoale*.

La situation est donc la suivante : un chef d'état représentant, au dehors, les intérêts du Brésil, exerçant, immédiatement, son autorité sur la ville de Rio-de-Janeiro et sa banlieue, commandant et à l'armée et à la marine, et au-dessous de lui, nous pourrions, presque dire en face de lui, non pas vingt gouverneurs, vingt fonctionnaires qu'il peut révoquer ou changer comme le pouvait, autrefois, l'empereur, mais vingt chefs d'Etat, nommés en dehors de lui, et avec lesquels il est,

forcément, obligé de compter. La politique du président de la République est donc de tâcher d'avoir à la tête des Etats confédérés, sinon des hommes qui lui sont dévoués, au moins des hommes qui ne lui soient par hostiles.

L'avènement du maréchal Floriano Peixoto après la chute de Deodoro Fonseca fut suivi de mouvements dans les états dans lesquels on a voulu voir, à tort ou à raison, la main du gouvernement central, mouvement ayant pour but le renversement de chefs, d'Etat qui s'étaient trop engagés à la suite de Deodoro. Ce fut la série des dépositions qui devint légendaire ici. C'est cette question retournée qui amena la complication de Rio Grande Do Sul, dont le contre-coup se fait actuellement sentir à Rio-de-Janeiro. Là, le président actuel Julio Castillio est partisan déclaré de Floriano Peixoto, il a demandé à ce dernier et obtenu l'appui des forces fédérales pour réprimer une insurrection qui tendait et tend encore à le renverser. C'est cette guerre civile de Rio grande, un peu soutenue, il faut le dire, par le voisinage de la frontière argentine, où peuvent se réfugier et se ravitailler les insurgés, qui dure depuis de longs mois, qui a fini, à la suite d'une série de divers événements dans le détail desquels il est inutile d'entrer, par entraîner quelques membres influents de la marine d'abord, puis la marine tout entière, et dont le dénouement ne peut, à l'heure actuelle, se faire attendre dans la baie même de Rio-de-Janeiro. Quel sera ce dénouement ? Qui l'emportera de Custodio de Mello ou de Floriano Peixoto. C'est assez difficile à dire dans un pays à surprises, où les dessous sont toujours ignorés ; en tous cas, cette solution ne peut tarder à intervenir sur le terrain où la lutte est aujourd'hui engagée, et en somme, au point de vue de l'intérêt général du pays, il faut que cela finisse vite, c'est l'opinion des Etats, et c'est pourquoi je pense que ces derniers resteront dans l'expectative, sans prendre parti, pour ne pas attiser un feu qu'ils voudraient voir éteint.

Si le maréchal Floriano Peixoto l'emporte, il reste vice-président de la République pour un an encore, il n'est pas rééligible... à moins qu'il ne fasse changer la constitution : s'il est vaincu, son successeur constitutionnel est le président du Sénat, M. Prudente de Moraes, qui finirait la période législative avec le même congrès.

Quant à une restauration monar-